



Genève, le 17 septembre 2020

Communiqué de presse

Le Conseil d'État suit le PDC sur la maîtrise des charges et une forte politique d'investissement au service de la population et de l'économie

Le PDC continue d'être inquiet pour la santé des finances publiques mais relève positivement l'approche anticyclique choisie par le Conseil d'État avec 3.4 milliards d'investissement d'ici 2024 dont une large part dédiée à des infrastructures de mobilité au service de la population et des entreprises de notre canton ainsi que pour une forte transition énergétique et numérique. Cela permettra de faire face au défi climatique et de maintenir la compétitivité de Genève.

Le projet de budget annonce un déficit de 501 millions, soit 39 millions de plus que prévu par le plan financier quadriennal, malgré un contexte de crise économique majeur. La hausse des charges est limitée à 0.6%, la plus faible depuis 2009, ce que le PDC demande depuis plusieurs années. Il est à souligner que la dette du Canton par rapport au PIB demeure inférieure à l'endettement d'un pays comme l'Allemagne par exemple et que la politique menée par Serge Dal Busco entre 2013 et 2018 permet aujourd'hui de ne pas atteindre le frein à l'endettement trop rapidement. Le PDC pourrait d'ailleurs, en échange de réformes structurelles, soutenir une levée du frein au déficit dans cette période conjoncturelle compliquée.

La réserve conjoncturelle de 0.9 milliards, constituée de fonds prélevés chez le contribuable, doit être utilisée à bon escient et pas seulement pour une partie de la population en servant à recapitaliser la CPEG.

Nous soutiendrons la proposition de modification de répartition des cotisations LPP de 58% employeur et 42% employé et souhaitons également substituer au 164 ETP supplémentaires au DIP une augmentation du temps d'enseignement au cycle d'orientation et la participation des employés à une assurance perte de gain.

Concernant l'aide sociale, le temps des inventaires et des constats est terminé, et nous déplorons l'absence totale de réforme du système d'aide sociale. Il est temps de passer à des propositions concrètes permettant de venir en aide plus efficacement aux plus démunis.



Pour le groupe PDC, l'effort de solidarité demandé à la fonction publique en suspendant l'annuité 2021 et en réduisant temporairement de 1% tous les traitements est acceptable au regard de la situation économique actuelle et des difficultés rencontrées par les salariés du secteur privé. Cela reste cependant une solution de facilité. En réalité, c'est le statut de fonctionnaire qu'il faut revoir pour donner plus de souplesse à l'État dans son rôle d'employeur en ayant une réflexion sur la performance délivrée.

Au vu des pistes d'efforts proposées, et sous réserve d'acceptation des projets de loi connexes permettant de maintenir le déficit à 501 millions, le PDC souhaite donner un cap clair à notre canton et s'engagera au Grand Conseil pour donner un budget à Genève en 2021, afin que ne s'ajoute pas à la crise sanitaire, sociale et économique, une crise politique.

Contacts :

Delphine Bachmann, présidente

Jacques Blondin, chef de groupe PDC et commissaire à l'économie

Olivier Cerutti, député PDC et commissaire aux finances

Vincent Gillet, secrétaire général